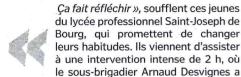
À LA UNE DE L'ACTU

Pourquoi le cyberharcèlement inquiète

PRÉVENTION Depuis l'avènement des réseaux sociaux, le cyberharcèlement explose, et de plus en plus tôt. Entre Bourg et Oyonnax, le policier Arnaud Desvignes est le seul à intervenir dans les établissements scolaires.



du lycée professionnel Saint-Joseph de Bourg, qui promettent de changer leurs habitudes. Ils viennent d'assister à une intervention intense de 2 h, où le sous-brigadier Arnaud Desvignes a abordé cash avec eux la question des réseaux sociaux, du cyberharcèlement, des fake-news... D'ordinaire, le policier, en charge des actions de prévention en milieu scolaire depuis cinq ans, réalise trois à quatre interventions hebdomadaires, entre les bassins de Bourg-en-Bresse et d'Oyonnax. « Au début, glisse-t-il, ça a été compliqué d'être bien accueilli. Aujourd'hui, j'ai de très bonnes relations avec le corps éducatif. Ils réclament tous un peu plus chaque année. » À tel point que son agenda est plein jusqu'en... février 2022. Avant la crise sanitaire, en 2019, le policier a réalisé 176 actions dans les écoles, et rencontré 5880 jeunes. « La Covid a été une catastrophe, note-t-il. J'ai fait deux fois moins d'interventions, et j'ai reçu beaucoup de coups de fil. » « Chez nous, on souhaite sensibiliser tous les élèves entrant au lycée, c'est-à-dire huit classes », résume Justine Béréziat, infirmière scolaire au lycée Saint-Joseph.

LE HASHTAG ANTI2010? « JE NE SUIS PAS ÉTONNÉ »

Si de nombreux établissements s'arrachent le représentant de la police nationale, c'est parce que depuis l'avènement des réseaux sociaux, le harcèlement s'est transformé en cyberharcèlement. « Internet a été un accélérateur, un amplificateur de tout ce qui existe déjà, observe Arnaud Desvignes. D'une simple brimade, on est aujourd'hui sur un accès débridé à Internet. Les gamins



Le sous-brigadier Arnaud Desvignes, ici lors d'une intervention au lycée Saint-Joseph.

n'ont plus de filtre, et vont vite dans la violence verbale et physique. » Le hashtag anti2010, qui a fleuri cet été sur ces mêmes réseaux sociaux et ciblait les enfants nés en 2010 ? « Je ne suis même pas étonné, balaye le policier. Les enfants peuvent être très méchants entre eux. En plus, on leur donne les movens de le faire, sans contrôle d'un adulte. Les parents sont dépassés, ont une sorte de pression sociale. Dans le même temps, ils sont angoissés à l'idée de savoir où est leur enfant. Eux-mêmes leur ont ouvert une porte. Les problèmes que l'on avait au lycée il y a quelques années se retrouvent désormais au collège, voire en primaire, car certains enfants ont un smartphone dès 7-8 ans. Et les confinements ont donné un coun d'accélérateur, » « 80 % des situations de conflit ont pour origine ou déroulé les réseaux sociaux, confirme Aude Darme, conseillère principale d'éducation au collège Thomas-Riboud de Bourg. C'est une plaie, car ils sont dans une surenchère permanente, n'ont jamais un moment où cela s'arrête. Pour eux, le jugement de l'autre est très important. Cela prend une part importante dans leur vie, et de plus en plus tôt. En 6e et en 5°, ils sont confrontés à des choses qui les dépassent, et cela se retourne contre eux. Avant, je traitais des affaires amoureuses, mais pas des insultes aussi violentes. Les répercussions sont

Elle a refusé que quiconque fasse la politique de

hallucinantes. » « Il y a quelques années, ils sortaient du lycée, rentraient chez eux et c'était fini. reprennent Laurence Descher, documentaliste au lycée Saint-Joseph, et sa collègue Justine Béréziat. Mais aujourd'hui, on gère ce qui se passe dans l'établissement. Quand cela se passe sur les réseaux sociaux, c'est plus compliqué. » Arnaud Desvignes résume : « Les jeunes ont appris à être méfiants dans le monde réel, mais pas dans le monde virtuel, car ils imaginent qu'on ne peut pas fournir de preuves. Or, ils doivent adopter le même comportement. Quand on est victime, la souffrance est réelle. »

« ILS METTENT TOUTE LEUR INTIMITÉ »

Face à ce fléau, l'agent de police adapte son discours en fonction du niveau de la classe qu'il a face à lui. Pour les primaires, par exemple, il propose un permis Internet. « Et c'est là qu'on implique les parents, car beaucoup ne se donnent pas le droit de toucher au téléphone de leur enfant. » Devant les lycéens, il leur parle cash, et n'hésite pas à afficher les photos qu'ils postent eux-mêmes sur les réseaux sociaux, là où ils « mettent toute leur intimité. » Point important, le policier intervient touiours en uniforme, « Cela ajoute du crédit à la parole de l'enseignant, et je tiens le même discours que lui », précise-t-il. Pour le sous-brigadier, la réponse contre le cyberharcèlement doit avant tout être globale, et venir de l'Éducation nationale, de la justice, et de la police. « Aujourd'hui, la réalité, c'est qu'il revient à la victime de changer d'établissement. Si un acteur n'est pas au rendez-vous, c'est contre-productif. Et le harceleur sortira avec

Cyprien Dumas

Comment le collège Thomas-Riboud fait-il campagne

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Chaque année, le collège Thomas-Riboud ne lâche pas la bride, sur la question du harcèlement scolaire. En 2020, une flashmob a été tournée pendant la récréation, des fanions ont été disposés dans le hall d'entrée du collège, un théâtre-forum a été animé par l'assistante sociale, une exposition sur le sujet a été proposée... L'établissement travaille également avec la compagnie lyonnaise Les Désaxés, qui joue des saynètes, histoire de « faire prendre conscience du danger des réseaux sociaux et d'Internet. » Pour cette année, la direction envisage une nouvelle flashmob, et même un escape game sur la thématique. « On essaye d'établir un programme qui touche tout le monde, précise la conseillère principale d'éducation Aude Darme. Le thème a beaucoup été mis en avant ces dernières années, donc les élèves sont bien sensibilisés. Cela a aussi permis de libérer la parole, même si des situations nous échappent parfois. On prend plus le problème à la racine. »

Le collège burgien se sert surtout de son clip qui avait fait un buzz national, en 2017. « On s'en sert Le clip avait été tourné en décembre 2016. Photo: DR encore pour parler du harcèlement, notamment auprès des futurs 6°, lorsqu'ils viennent visiter l'établissement en juin, car c'est un sujet qui les inquiète beaucoup, reprend la CPE. On prend une heure où l'on ne parle que de ça. Eux sont contents de voir que cela a été tourné dans leur futur collège. On s'en sert aussi en novembre, lors de la Journée contre le harcèlement scolaire, lci. cela n'a pas créé une révolution, mais le travail contre le harcèlement doit s'effectuer chaque année. Ça a été une expérience valorisante, enrichissante, qui restera dans la vie du collège. » En décembre 2016, dans le cadre d'un appel à projets. l'établissement a tourné deux clips sur la question du harcèlement scolaire, en partenariat avec le vidéaste burgien David Barraud. Une quinzaine d'élèves, membres du conseil de la vie collégienne, de la 5^e à la 3^e, participe. « Avec Manon Bolliet, assistante sociale de l'établissement, on leur a proposé le projet, rembobine



Aude Darme. Puis cela a nécessité des heures en amont pour préparer les scènes, les plans, choisir les acteurs... Le tournage, réalisé sur deux demi-journées, s'est très bien passé, » Quatre mois plus tard, le projet est doublement primé. Le premier clip, Entre cauchemar et réalité, a valu aux collégiens d'être recus à l'Élysée par François Hollande, alors Président de la République, et Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale. « Une très belle journée, se souvient Aude Darme. 50 % n'étaient jamais allés à Paris, ou n'avaient jamais pris le train. » Le second clip, Il faut que ca s'arrête, a été retourné fin 2017 par des professionnels de l'équipe Rose Carpet, pour être diffusé au cinéma et sur France télévisions. « Grâce aux ieunes, on a fait des choses extraordinaires. Ils ont œuvré contre le harcèlement, et ce n'est pas un vain mot. Cette aventure a donné du

Au lycée Voisin, ils contre-attaquent le harcèlement

l'autruche au sein de l'établissement. Alors Julie Dumoulin-Rabuel a pris les choses en main, au lycée professionnel Gabriel-Voisin de Bourg. D'abord en rassemblant un groupe informel composé d'adultes, et dont faisaient partie l'infirmière scolaire, des professeurs, des volontaires... « On a fait un diagnostic, explique la conseillère principale d'éducation. L'idée était que tout le monde soit à même de voir les petits signaux. » Depuis, la situation a bien évolué. Chaque année, après la rentrée. Julie Dumoulin-Rabuel va à la rencontre des 250 élèves fraîchement sortis du collège. « Généralement, ils ont entendu parler de cette thématique, explique-t-elle, mais quand ils arrivent au lycée, ils sont plus matures, donc ils sont en mesure de verbaliser les choses. On échange, et j'apporte un peu de théorie. » La CPE du lycée professionnel a créé le groupe des ambassadeurs, composé d'une dizaine d'élèves. « De très bons relais, qui ont un regard plus développé, et qui nous font confiance. » En complément, le groupe réalise des expositions, tient un stand lors des inscriptions pour aborder le sujet avec les futurs élèves de l'établissement, et est même intervenu au collège de Coligny, avec des lycéens de Lalande. Deux fois par mois, pendant une heure, ce même novau d'élèves participe aux Flèches de Gab, où siègent l'infirmière scolaire et quelques invités. « On travaille sur des situations concrètes, détaille Julie Dumoulin-Rabuel. qui endosse le rôle d'animatrice. On cherche des flèches pour contre-attaquer quelque chose de répétitif, on accompagne les victimes. On travaille sur la posture, sur la voix, comment dire "non" à un groupe, sur le sens critique, sur la façon de prendre de la distance... Les élèves sont pleins de ressources. » Depuis que ces groupes ont vu le jour, « cela a créé de la verbalisation, donc peu de situations nous échappent, reprend la CPE. On autonomise les jeunes, cela crée de la fraternité, de l'entraide, et ils n'hésitent pas à manger en-



Julie Dumoulin-Rabuel est aussi diplômée sur la question du traitement de la souffrance en milieu scolaire et périscolaire. Photo: C.D.

semble. » Reste que cela peut parfois « prendre du temps pour dire les choses, et il faut être attaqué pour lancer sa flèche. Donc on reste humbles sur nos actions de prévention. » Autre limite, ces groupes ne sont pas compétents pour traiter la question du cyberharcèlement, « Sur les aspects techniques, on fait intervenir une association, aioute Julie Dumoulin-Rabuel. Mais il v a moins de situations de cyberharcèlement au lycée qu'au collège ou en primaire. » À défaut de tenir un carnet de statistiques, la CPE en est persuadée : « Grâce à cela, on ne laisse pas les mécanismes se mettre en place, car on agit en amont. Aussi, les ieunes ont confiance en nous, et savent qu'ils vont être entendus sur cette thématique, car on est dans une dynamique de mouvement, et l'on travaille sur des projets. »